



Délibérations du Conseil Communautaire du 10 octobre 2024

L'an deux mille vingt-quatre le dix octobre à vingt heures, le Conseil Communautaire de la Communauté de communes Coteaux et Vallées des Luys, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à Arsague - Foyer rural, sous la présidence de Christine FOURNADET, Présidente.

Date de la convocation : vendredi 04 octobre 2024

Présents : Dominique HONTANG (BRASSEMPOUY), Christine FOURNADET (CASTELNAU-CHALOSSE), Thierry LABORDE (DONZACQ), Fabienne LASSALLE (ARGELOS), Maurice DULAYET (BASTENNES), Alain GARBAY (POMAREZ), Pascal CASSIAU (POMAREZ), Jean-Pierre CAZENAVE (BASSERCLES), Robert CRABOS (CASTAIGNOS-SOUSLENS), Patrick DESSA (CASTAIGNOS-SOUSLENS), Jérémy DOMARLE (CASTEL-SARRAZIN), Bernard DUGACHARD (MARPAIS), Maryse DUPRAT (POMAREZ), Odile ELOY TRAN VAN CHUOI (AMOU), Sandrine GAILLACQ (GAUJACQ), Roland GODDE (NASSIET), Gérard GRAZIANI (DONZACQ), Hervé GUICHENEUY (ARSAGUE), Jean-Yves HAURAT (ARSAGUE), Martine HILLOTTE (BEYRIES), Patrick HOURTIN (CASTELNAU-CHALOSSE), Joëlle LAGOUARDETTE (POMAREZ), Karine LAPOS (NASSIET), Didier LARROUTURE (BONNEGARDE), Alain LUBET (AMOU), Karen RICARRERE (AMOU), Jean ROHFRTSCH (GAUJACQ)

Absents :

Procurations : Florence BERGEZ (AMOU) a donné pouvoir à Alain LUBET, Jean-Pierre DUFOURCQ (AMOU) a donné pouvoir à Odile ELOY TRAN VAN CHUOI, Ludovic NOUGARO (POMAREZ) a donné pouvoir à Pascal CASSIAU, Philippe NOVEMBRE (CASTEL-SARRAZIN) a donné pouvoir à Jérémy DOMARLE

Représentés : Dominique TOULOUSE représenté par Dominique HONTANG (BRASSEMPOUY)

Nombre de membres afférents	31
Nombre de membres en exercice	31
Présents	27
Pouvoirs	4
Votants	31

N° DEL20241010-001 PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE - Contrat collectif assurance Prévoyance

La Présidente rappelle à l'assemblée :

L'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 et le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 ont redéfini la participation des employeurs publics au financement des garanties de protection sociale complémentaire de leurs agents fonctionnaires et contractuels de droit public.

Ainsi et à l'instar du secteur privé, la participation financière de l'employeur deviendra obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2025 pour les garanties prévoyance pour un montant qui ne pourra être inférieur à 7,00 € par mois et par agent ;

Conformément à l'article L. 827-7 du code général de la fonction publique, les centres de gestion se sont vu confier une nouvelle mission à savoir conclure, pour le compte des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, des conventions de participation au titre de la protection sociale complémentaire afin de couvrir les risques « prévoyance » au profit de leurs agents.

C'est ainsi que le Centre de Gestion des Landes a lancé une procédure de mise en concurrence mutualisée en vue de conclure une convention de participation pour le risque « Prévoyance », au profit des collectivités et établissement du Département.

A l'issue de cette procédure, le CDG40 par délibération en date du 16 juillet 2024 a désigné TERRITORIA MUTUELLE en vue de souscrire une convention de participation pour le risque « Prévoyance » auprès de cette mutuelle à compter du 1^{er} janvier 2025 et pour une durée de six ans.

Les collectivités et établissements publics peuvent donc désormais adhérer à ce contrat collectif d'assurance prévoyance/convention de participation auprès de Territoria Mutuelle dès le 1^{er} janvier 2025 ou postérieurement, sous conditions, étant à nouveau précisé que les employeurs publics auront l'obligation de participer financièrement au risque prévoyance pour leurs agents à partir du 1^{er} janvier 2025.

Cette adhésion se matérialise par une délibération de l'assemblée délibérante, après consultation du Comité Social Territorial. Le Comité Social Territorial devra également se prononcer pour avis sur le montant de la participation appliqué par la collectivité et décidé par l'assemblée délibérante sur proposition de l'exécutif. En effet c'est l'assemblée délibérante qui doit déterminer le montant de la participation financière à accorder à chaque agent qui aura adhéré au contrat de prévoyance collective proposé par TERRITORIA MUTUELLE en application de l'accord négocié par le CDG40.



Les garanties proposées dans la convention de participation sont les suivantes et Brut Indiciaire et le Régime Indemnitaire des agents :

Garanties minimales obligatoires		TERRITORIA MUTUELLE
Incapacité de travail		
Versement d'indemnités journalières à compter :	90% du revenu net	2,25%
- du passage à demi-traitement (agents fonctionnaires),		
- du versement d'indemnités journalières versées par la Sécurité sociale et/ou du maintien du revenu par l'Employeur quelle que soit l'ancienneté de l'Assuré		
Invalidité permanente		
Versement d'une rente mensuelle en cas de reconnaissance d'état en invalidité à la suite de maladie ou accident d'origine vie privée ou professionnelle (consécutif à un accident de service ou de travail ou de maladie professionnelle) :		
- Agents affiliés à la CNRACL quel que soit le taux d'invalidité	90% du revenu net	
- Autres agents bénéficiaires d'une invalidité vie privée réduisant d'au moins deux tiers la capacité de travail ou de gain avec un classement en 2ème ou 3ème catégorie, ou bénéficiaires d'un taux d'incapacité permanente supérieur ou égal à 66% en cas de classement en invalidité vie professionnelle	90% du revenu net	
Décès toutes causes		
Versement d'un capital décès, consécutif à accident ou maladie de l'agent assuré, aux bénéficiaires de celui-ci ou à ce dernier en cas de perte totale et irréversible d'autonomie	25% SAB	
Garanties complémentaires à adhésion facultative		
Complément incapacité de travail		
Versement d'indemnités journalières pour reconstituer le régime indemnitaire en périodes de plein traitement en cas de placement en congés de maladie ordinaire	Non garanti	0,99%
Versement d'indemnités journalières pour reconstituer le régime indemnitaire en périodes de plein traitement en cas de placement en congés de longue maladie, longue durée et grave maladie	90% du revenu net	
Perte de retraite		
Versement d'un capital pour compenser la perte de droit à la retraite qui est constatée au cours de la période d'invalidité applicable pour les seuls agents qui sont affiliés à la CNRACL	50% PMSS par année d'invalidité	
Complément décès toutes causes		
Versement d'un capital décès, consécutif à accident ou maladie de l'agent assuré, aux bénéficiaires de celui-ci ou à ce dernier en cas de PTIA	75% SAB	

Vu le code général de la fonction publique, notamment les articles L827-1 à L827-12

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents,

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

Vu l'avis du comité social territorial en date du 23 septembre 2024 portant sur les conditions contractuelles proposées par la mutuelle désignée par le Centre de Gestion des Landes suite à la consultation lancée et l'adhésion de la Communauté de Communes à la convention de participation proposée par le Centre de Gestion des Landes et TERRITORIA MUTUELLE ;

Madame la Présidente propose d'adhérer à cette convention au vu des conditions et garanties proposées,

Après échanges de vues et délibérations, le Conseil Communautaire, décide,

Article 1 -: d'adopter la proposition de la Présidente, *d'adopter les termes de la convention de participation proposée* et de l'autoriser à signer toutes les pièces afférentes à l'adhésion de la collectivité à la convention de participation pour le risque « Prévoyance » conclue entre le Centre de Gestion des Landes et Territorial Mutuelle.

Article 2 De résilier la convention de participation en cours souscrite auprès de la Mutuelle Nationale Territoriale et donne tous pouvoirs à Madame la Présidente à signer tout document en découlant.

Article 3: d'inscrire au budget les crédits correspondants et que les dispositions de la présente délibération prendront effet après transmission aux services de l'Etat et publication et ou notification..

Vote : Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés


 Signé par Christine FOURNADET
 Date 14/10/2024
 Qualité : Présidente